DE LULA À LA COP30

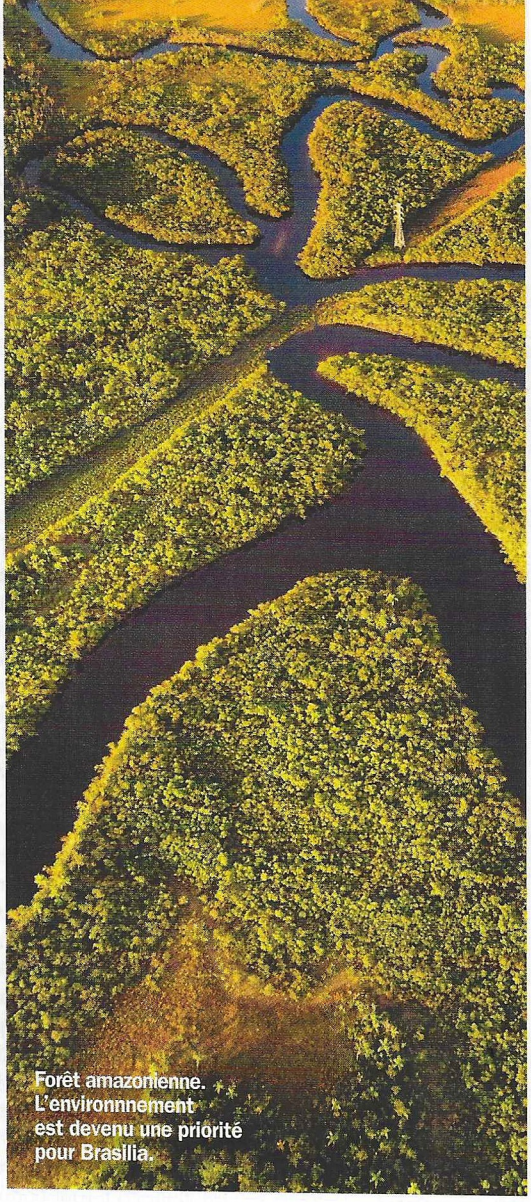
Le Brésil sur un air de renouveau

Après l'isolationnisme de Bolsonaro, le pays hôte de la 30e conférence sur le climat signe son grand retour sur la scène internationale : il résiste à Trump, préside le Mercosur et attire les touristes du monde entier.

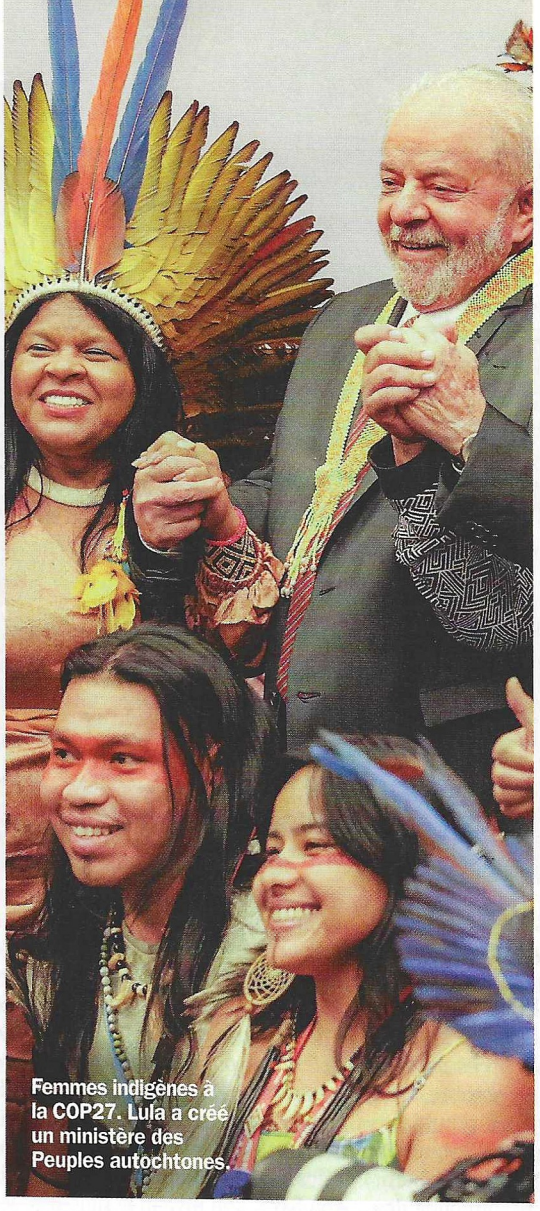
Par Anne-Dominique Correa (à Rio de Janeiro)

Shutterstock - Shutterstock/SIPA - News Images LTD/Alamy/Hemis.fr





Forêt amazonienne. L'environnnement est devenu une priorité pour Brasilia.



Femmes indigènes à la COP27. Lula a créé un ministère des Peuples autochtones.

Shutterstock - Shutterstock/SIPA - News Images LTD/Alamy/Hemis.fr

Gustavo Frazao/Shutterstock - Ahmad Gharabli/AFP

« *O Brasil está de volta.* » Lorsque Luiz Inacio Lula da Silva, dit Lula, prononce ces mots (Le Brésil est de retour) le 16 novembre 2022, lors de la 27e conférence mondiale sur le climat à Charm el-Cheikh, en Egypte, un tonnerre d'applaudissements retentit dans la salle. L'intervention de l'ancien syndicaliste survient à peine deux semaines après sa victoire à l'élection présidentielle face à Jair Bolsonaro. Euphorique, un groupe se permet même d'entonner le chant *« Olé, olé, olá, Lula! »* en agitant des maracas.

L'enthousiasme du public reflète l'espoir qu'une partie du monde place dans la victoire de Lula : le come-back du Brésil sur la scène internationale après quatre années marquées par l'isolationnisme de son prédécesseur d'extrême droite et l'hostilité de son administration à l'encontre du multilatéralisme, de la Chine et de l'Union européenne. S'y étaient ajoutées l'indifférence envers l'Amazonie et les peuples indigènes, son admiration pour la dictature militaire (1964-1985), sa gestion désinvolte de la pandémie de Covid, ainsi que la dérégulation massive de la législation sur les armes à feu. Un cocktail qui avait achevé de faire du pays un paria sur l'échiquier mondial.

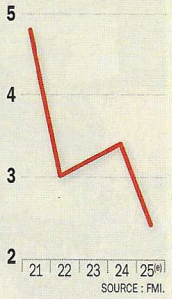
Position stratégique

Depuis son investiture au palais du Planalto à Brasilia, le 1er janvier 2023, Lula n'a pas déçu. *« Le Brésil a retrouvé un rôle géopolitique de premier plan qui lui revient naturellement, en raison de la taille du pays et de sa position stratégique en Amérique latine, mais aussi de ce qu'il représente pour le climat en raison de l'Amazonie,* souligne Marco Antonio Carvalho Teixeira, politiste à la Fondation Getúlio Vargas, à Sao Paulo. *Sans oublier qu'il possède l'un des plus grands PIB du monde. »*

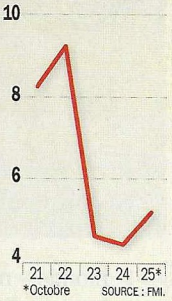
Le président brésilien a fait de la défense de l'environnement une priorité, en accueillant notamment la COP30 en Amazonie, du 10 au 21 novembre à Belém *(lire page 38)*. Lors du G20 de 2024 à Rio de Janeiro, il a aussi lancé l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté pour éradiquer l'insécurité alimentaire à l'échelle planétaire. Sur le plan diplomatique, il s'est engagé en faveur de la paix dans le ▶▶▶

DES SIGNAUX POSITIFS

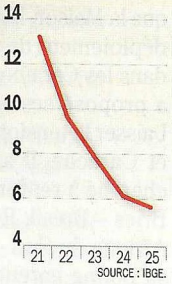
▶ Croissance (évolution du PIB en %)



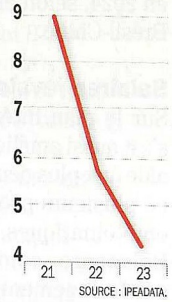
▶ Inflation (variation annuelle en %)



▶ Chômage (en % de la population active)



▶ Extrême pauvreté (en % de la population)



Malgré une croissance moins tonique et une poussée de l'inflation, le chômage est au plus bas depuis 2012. La pauvreté aussi recule.



Pablo Porciuncula/AFP

Dans la favela Vila Cruzeiro à Rio de Janeiro, le 29 octobre. Grâce à la relance de programmes sociaux, le Brésil est sorti en juillet de la « carte de la faim », un indicateur des Nations unies. Mais le principal problème du pays reste la violence. Dans ce quartier, une opération policière a fait au moins 121 morts fin octobre.

▶▶▶ monde – notamment en proposant une médiation dans la guerre en Ukraine ou dans le conflit entre le Venezuela et les Etats-Unis. Alors que la Maison-Blanche intensifiait le déploiement de ses forces navales dans les Caraïbes, fin octobre, Lula a proposé ses services pour faire baisser la tension entre Washington et Caracas. Il a aussi activement cherché à renforcer l'influence des Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – et encouragé par sa bonne entente avec Xi Jinping les investissements chinois dans son pays, qui ont bondi de 113% en 2024, selon le Conseil d'affaires Brésil-Chine.

Salaires revalorisés

Sur le plan intérieur, la situation s'est aussi améliorée. Pour venir en aide aux plus démunis, Lula a relancé plusieurs programmes sociaux emblématiques, abandonnés par Bolsonaro, comme celui portant sur le logement populaire Minha Casa, Minha Vida et l'allocation Bolsa Familia (bourse familiale). Grâce à ces politiques, le Brésil est sorti le 28 juillet dernier de la « carte de la faim », un planisphère élaboré par les Nations unies qui colore en orange les pays où plus de 2,5% de la population ne consomment pas assez de calories pour mener une vie active.

Ancien syndicaliste *(lire son portrait page 44)*, Lula a *« veillé à ce que son gouvernement accorde une attention particulière à la classe travailleuse »*, souligne André Galhardo Fernandes, économiste au cabinet de conseil Analise Economica. Le chômage est tombé à environ 5,6%, son niveau le plus bas depuis 2012, d'après l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). Le président a revalorisé le salaire minimum, passé de 1302 reals (210 euros) à 1518 reals (245 euros) entre 2023 et 2025, et a multiplié les programmes de crédit afin d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs précaires. Des mesures qui ont permis de stimuler la consommation intérieure et de soutenir une croissance annuelle du PIB d'environ 3% entre 2023 et 2025, supérieure aux attentes du Fonds monétaire international *(voir graphiques page 35)*.

Complot déjoué

Autre initiative très remarquée : Lula s'est fermement engagé pour la défense de la démocratie. Le 8 janvier 2023, des milliers de partisans de Jair Bolsonaro, refusant les résultats de l'élection présidentielle, ont saccagé les institutions de Brasilia, rappelant l'invasion du Capitole américain deux ans plus tôt. *« Tous ceux qui ont participé à l'acte putschiste seront punis. Tous. Peu importe le grade, peu importe le corps auquel ils appartiennent »*, avait alors promis le chef de l'Etat sur la chaîne Globo.

Un appel entendu. A la suite de l'échec de l'insurrection, les institutions brésiliennes se sont immédiatement mises au travail. La police fédérale a mené une enquête exhaustive, révélant l'existence d'un complot orchestré par Bolsonaro, qui visait initialement à assassiner Lula, son colistier Geraldo Alckmin, ainsi qu'Alexandre de Moraes, alors président du Tribunal supérieur électoral et également juge du Tribunal suprême fédéral brésilien, la plus haute Cour de justice du pays.

Trump *« impressionné »*

Alors que le jugement de Jair Bolsonaro approchait, son fils Eduardo s'est empressé de filer à Washington pour supplier Donald Trump, allié de son père, de voler à son secours. Résultat : le 9 juillet, le président américain a menacé d'imposer des droits de douane sur les exportations brésiliennes vers les Etats-Unis si le procès n'était pas abandonné, accusant la justice de procéder à *« une chasse aux sorcières »*. En vain. Lula tout comme la justice brésilienne sont restés fermes. *« Ce n'est pas un gringo [étranger] qui va donner des ordres à un président de la République »*, a répondu le chef d'Etat brésilien. Ainsi, malgré la mise à exécution des menaces de la Maison-Blanche, Jair Bolsonaro a été condamné à vingt-sept ans de prison le 11 septembre par le Tribunal suprême fédéral.

Le courage de Lula lui vaut le respect de ses pairs au-delà des frontières. *« Il était inattendu qu'un président d'un pays autrefois considéré comme du tiers-monde affronte celui des Etats-Unis la tête haute et initie un processus de négociation sans faire de concessions »*, souligne Marco Antonio Carvalho Teixeira. Deux mois plus tard, le 27 octobre, Trump a finalement accepté de rencontrer Lula en marge du sommet de l'Association

des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), organisé à Kuala Lumpur, afin de négocier le retrait des droits de douane. *« C'est un homme très vigoureux, j'ai été très impressionné »*, a déclaré Donald Trump peu après la rencontre, en s'envolant vers le Japon, et souhaité *« un joyeux anniversaire »* à Lula, qui fêtait ses 80 ans ce jour-là.

Une forme de reconnaissance pour un pays qui semble retrouver son éclat. Sa joie, sa diversité, son amour pour la musique et le carnaval attirent à nouveau : entre janvier et juin 2024, le Brésil a accueilli 5,3 millions de touristes étrangers, soit une hausse record de 48% par rapport à la même période en 2023, selon l'Organisation mondiale du tourisme. Sur les plages d'Ipanema, les vendeurs ambulants proposent tee-shirts et maillots aux couleurs du drapeau brésilien, envahissant les garde-robes des jeunes de la génération Z et des influenceurs du monde entier, suivant la tendance de mode baptisée « brazilcore ».

Raid meurtrier

Mais un défi majeur et persistant menace cette belle image. *« Le principal problème du Brésil reste la violence »*, souligne Marco Antonio Carvalho Teixeira. Le 28 octobre, une vaste opération policière contre l'expansion de la faction criminelle Comando Vermelho dans les favelas de Penha et de l'Alemao, situées dans le nord de Rio de Janeiro, a rappelé cette sombre réalité. Quelque 2 500 agents de police et 32 voitures blindées ont investi les lieux, poussant les trafiquants à se réfugier dans une forêt où un bataillon de choc les a criblés de balles. Raid le plus meurtrier de l'histoire de Rio, l'opération a fait au moins 121 morts, dont 4 agents de police.

Lula, qui rentrait d'un voyage officiel en Malaisie, a qualifié l'opération de *« massacre »* : *« Je pense qu'elle a été désastreuse »*, a-t-il déclaré à Belém, le 4 novembre, moins d'une semaine avant le début de la COP30. La veille, le chef d'Etat avait signé un décret pour renforcer la sécurité de l'événement en déployant les forces armées, dans l'espoir de rassurer les délégations qui commençaient à arriver du monde entier. ■



Bruno Levy/Challenges

PATRICK ARTUS,
conseiller économique d'Ossiam

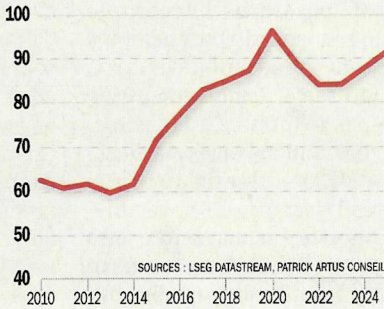
Ce cercle vicieux qui pénalise la croissance brésilienne

Demande trop forte, taux d'intérêt trop élevés, déficit creusé et dette alourdie: la plus grande économie sud-américaine sous-performe par rapport à son potentiel.

Le Brésil, première économie sud-américaine, puissance agricole, riche en minerais et en pétrole, forte de ses 212 millions de consommateurs, devrait être en plein boom. Pourtant sa croissance, attendue à 2,2% en 2025 après 3,4% en 2024, n'est pas à la hauteur de son potentiel, qui devrait atteindre 5 à 6% par an.

La faute en revient en partie à Donald Trump, qui a infligé au pays un droit de douane punitif de 50% (même si de nombreuses exemptions existent), alors que 12% de ses exportations vont vers les Etats-Unis. Mais la politique économique du président Lula est aussi un frein au développement. Dans sa volonté de redistribution sociale, le gouvernement a créé une surchauffe. Ainsi, le salaire minimum a été augmenté de 7% en 2024 et toutes les prestations sociales sont indexées sur le niveau de ce smic. Ces gains de pouvoir d'achat génèrent une demande trop forte, qui pousse à une augmentation des prix. L'inflation a ainsi grimpé de 5,3% sur un an, bien au-dessus de l'objectif de 3% de la banque centrale… qui, pour la calmer, rehausse continûment son taux d'intérêt directeur, établi aujourd'hui à 15%, l'un des plus élevés au monde, contre 10% il y a un an. Ce loyer de l'argent trop cher a un effet néfaste sur l'investissement des entreprises. Déjà freinées dans leur compétitivité par une fiscalité et une bureaucratie lourdes, elles rechignent à emprunter : ainsi, le taux d'investissement s'est limité à 17% en 2024, inférieur à la moyenne, de 23%, des autres grandes économies en développement.

Dette publique (en % du PIB, en valeur)



Surtout, la flambée des taux d'intérêt plombe les finances publiques en alourdissant fortement la charge de la dette : ainsi, malgré un léger excédent budgétaire primaire, le déficit public, après paiement des intérêts de la dette, se creuse à près de 8,5% du PIB cette année… ce qui, en retour, exige de s'endetter toujours plus pour le combler. Ce cercle vicieux rend la trajectoire de la dette explosive : elle a déjà atteint 87,6% du PIB en 2024 selon le Fonds monétaire international, puis devrait monter à 92% d'ici à la fin de l'année et grimper à 96% en 2026, un niveau préoccupant pour un pays émergent. Dernière plaie du Brésil : le réchauffement climatique auquel le pays, confronté aux sécheresses et aux incendies, est particulièrement vulnérable, amputant les rendements agricoles et la production d'hydroélectricité (qui fournit 60% de l'électricité nationale), ce qui renchérit les prix de l'énergie, et donc pèse sur l'industrie. ■